

Cote du document: EB 2016/117/INF.6  
Date: 11 avril 2016  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## République argentine

### Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie (PROCANOR)

#### Note d'information

##### Note pour les représentants au Conseil d'administration

###### Responsables:

###### Questions techniques:

**Gerard Sanders**  
Conseiller juridique  
Bureau du Conseiller juridique  
téléphone: +39 06 5459 2457  
courriel: g.sanders@ifad.org

**Claus Reiner**  
Chargée de programme de pays  
Division Amérique latine et Caraïbes  
téléphone: +39 06 5459 2797  
courriel: c.reiner@ifad.org

###### Transmission des documents:

**Alessandra Zusi Bergés**  
Responsable du  
Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2092  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dix-septième session  
Rome, 13-14 avril 2016

---

Pour: **Information**

## **Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie (PROCANOR) - Note d'information**

1. En décembre 2015, le Conseil d'administration, après avoir examiné la proposition présentée dans le document EB 2015/116/R.41/Rev.1, a adopté les résolutions suivantes:  

"DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République argentine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à vingt-deux millions huit cent cinquante mille euros (22 850 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République argentine un don d'un montant équivalant à trois cent dix mille euros (310 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."
2. Le Conseil d'administration a approuvé l'octroi d'un prêt et d'un don à l'Argentine pour lesquels les négociations n'avaient pas encore été conclues, sous réserve que celles-ci le soient avant la session d'avril 2016 du Conseil et à la condition que toute modification importante des conditions présentées à cette session soit portée à l'attention du Conseil lors d'une session successive.
3. Les modifications apportées au Rapport du Président sont présentées en annexe du présent document.
4. Conformément aux conditions d'approbation posées par le Conseil d'administration, les négociations se sont conclues le 6 avril 2016. Une copie de l'accord de financement négocié figure en appendice.

## Modifications apportées au Rapport du Président concernant le Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie (PROCANOR)

Le Rapport du Président sur le Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie (PROCANOR) (EB 2015/116/R.41/Rev.1), présenté au Conseil d'administration en décembre 2015, devrait être modifié comme suit. Pour plus de clarté, les modifications apparaissent en caractères gras et le texte barré correspond aux suppressions.

Page iii, Résumé du financement

Coût total du programme:	<b>38,87</b> <del>39,18</del> millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	<b>22,68</b> <del>22,85</del> millions d'EUR (équivalent approximativement à <b>24,00</b> <del>24,17</del> millions d'USD)
Contribution de l'emprunteur:	10,76 millions d'EUR (équivalent approximativement à <b>11,38</b> <del>11,48</del> millions d'USD)
Contribution des bénéficiaires:	<b>3,16</b> <del>3,21</del> millions d'USD

Page 5, paragraphe 20

Le paragraphe est modifié comme suit:

"Le coût total pour les cinq années d'exécution, y compris les provisions pour imprévus, s'élèvera à **38,9** ~~39,2~~ millions d'USD, répartis comme suit 7,7 millions d'USD pour la composante relative au développement de marchés accessibles à tous; **18,4** ~~18,7~~ millions d'USD pour le renforcement organisationnel; 8,4 millions d'USD pour le développement de la production; et 4,4 millions d'USD pour la gestion et l'administration du programme. Les frais de gestion représentent 11% du coût du programme. Les frais de gestion représentent 11% du coût du programme. Les coûts incluent une provision pour aléas financiers de **7** ~~8~~% afin de se prémunir en cas de hausse des prix des biens et services et des frais de fonctionnement, ainsi qu'une provision de 0,3% pour les aléas d'exécution concernant les biens et services."

Page 5, paragraphe 21

Le paragraphe est modifié comme suit:

"Le programme sera financé par: i) le gouvernement, dont la contribution de **11,4** ~~11,5~~ millions d'USD servira à cofinancer l'appui aux plans d'activités des organisations de producteurs, les dépenses de fonctionnement et les salaires du personnel; ii) le FIDA, qui accordera un prêt de **24,0** ~~24,2~~ millions d'USD et un don de 330 000 USD destiné à prendre en charge les activités de recherche et de gestion des savoirs; et iii) les bénéficiaires, dont la contribution en nature de 3,2 millions d'USD servira à financer en partie les plans d'activité. La répartition des coûts du programme par composante et par catégorie de dépenses est présentée dans les tableaux 1 et 2 ci-après."

## Page 6, tableau 1

Le tableau est remplacé par celui-ci:

Tableau 1  
Coût du programme par composante et par source de financement  
(en milliers d'USD)

	Prêt du FIDA		Don FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Développement de marchés accessibles à tous	5 947	78	186	2	1 543	20	-	-	7 676	20
2. Renforcement organisationnel	11 441	62	-	-	4 627	25	2 308	13	18 376	47
3. Développement de la production	6 160	73	-	-	1 398	17	853	10	8 411	22
4. Gestion et administration	452	10	142	3	3 815	87	-	-	4 409	11
<b>Coût total du programme</b>	<b>24 000</b>	<b>62</b>	<b>328</b>	<b>1</b>	<b>11 383</b>	<b>29</b>	<b>3 161</b>	<b>8</b>	<b>38 873</b>	<b>100</b>

## Page 6, tableau 2

Le tableau est remplacé par celui-ci:

Tableau 2  
Coûts du programme par catégorie de dépenses et par source de financement  
(en milliers d'USD)

	Prêt du FIDA		Don FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Dons (dotation des organisations de producteurs)	16 477	65	-	-	5 744	23	3 161	13	25 382	65
2 a) Biens, services et intrants pour les bénéficiaires	3 108	91	-	-	294	9	-	-	3 402	9
2 b) Biens, services et intrants pour renforcer les unités d'exécution nationales et provinciales	388	80	-	-	97	20	-	-	486	1
3. Consultants (assistance technique)	1 846	66	328	12	629	22	-	-	2 804	7
4. Formation	1 423	100	-	-	-	-	-	-	1 423	4
5. Crédit et fonds de garantie	758	100	-	-	-	-	-	-	758	2
6. Traitements et indemnités	-	-	-	-	3 726	100	-	-	3 726	10
7. Dépenses de fonctionnement	-	-	-	-	893	100	-	-	893	2
<b>Coût total du programme</b>	<b>24 000</b>	<b>62</b>	<b>328</b>	<b>1</b>	<b>11 383</b>	<b>29</b>	<b>3 161</b>	<b>8</b>	<b>38 873</b>	<b>100</b>

## Page 6, paragraphe 23

Le paragraphe est modifié comme suit:

"Selon l'évaluation financière et économique, les activités du programme sont viables, aussi bien au niveau des exploitations comme à l'échelle du programme. Le taux de rentabilité interne du programme est de **22,6 24,3%**, et la valeur actuelle nette de **334 364** millions de pesos argentins."

## Page 8, paragraphe 33

La recommandation est modifiée comme suit:

"DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République argentine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à **vingt-deux millions six cent quatre-vingt mille euros** vingt-deux millions huit-cent-cinquante mille euros (**22 680 000 22-850-000** EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République argentine un don d'un montant équivalant à trois cent dix mille euros (310 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

## **Negotiated financing agreement: "Strategic Support for Food Security and Nutrition Project"**

(Negotiations concluded on 6 April 2016)

Número del Préstamo:

Número de la Donación:

Programa de inserción económica de los productores familiares del Norte Argentino (PROCANOR) (el "Programa")

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "FIDA")

y

La República Argentina (el "Prestatario/Receptor")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos conjuntamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

### **Sección A**

1. Los siguientes documentos conforman conjuntamente este Convenio: las presentes estipulaciones, la Descripción del Programa y disposiciones de ejecución (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2) y las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola de abril de 2014 (las "Condiciones Generales").

2. Las Condiciones Generales en sus sucesivas versiones enmendadas y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. A los efectos del presente Convenio, las Partes acuerdan que el incumplimiento real o invocado contra el Prestatario/Receptor en relación con el pago de sus deudas en general, así como cualquier acción iniciada al respecto con anterioridad a la fecha de entrada en vigor del presente Convenio, o posteriormente siempre que esté vinculada con dicho incumplimiento, y siempre que no tenga impacto negativo en el Programa o que impida que se ejecute con éxito, no constituirá incumplimiento por parte del Prestatario/Receptor a los fines de la Sección 12.01 a) x) de las Condiciones Generales, ni el Fondo podrá considerarlo motivo de suspensión en virtud de dicha Sección.

4. El Fondo proporcionará un Préstamo y una Donación (el "Financiamiento") al Prestatario/Receptor, que el Prestatario/Receptor utilizará para ejecutar el Programa.

### **Sección B**

1. El monto del Financiamiento está compuesto por:

A. El monto de la Donación, que es de EUR 310 000.

B. El monto del Préstamo, que es de EUR 22 680 000.

2. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo del FIDA será el euro.

3. El Ejercicio Financiero o Fiscal del Prestatario/Receptor aplicable será del 1º de enero al 31 de diciembre de cada año.
4. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias y pagará un tipo de interés equivalente al cien por ciento (100%) del tipo de interés variable de referencia que determine el FIDA. El FIDA calcula la tasa de interés anual de referencia de cada semestre en el primer día hábil de enero y en el primer día hábil de julio. La tasa de interés de referencia aplicable a los préstamos en euro concedidos en condiciones ordinarias es el EURIBOR a seis meses más el margen del Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento aplicable a los préstamos denominados en euros que tienen el mismo plazo de vencimiento, u otro método aprobado por la Junta Ejecutiva del FIDA.
5. El Préstamo tendrá un plazo de reembolso de dieciocho (18) años, incluido un período de gracia de tres (3) años a partir de la fecha en que el Fondo haya determinado que se han cumplido todas las condiciones previas para el retiro de fondos.
6. Los pagos del capital y los intereses del préstamo serán pagaderos cada 1º de junio y 1º de diciembre. El capital será pagadero en 30 cuotas, comenzando 3 años después de la fecha de cumplimiento de las condiciones previas para el retiro de fondos. En dicho momento el FIDA comunicará al Prestatario/Receptor el plan de amortización correspondiente.
7. El Prestatario/Receptor abrirá dos cuentas designadas en el Banco Central de la República Argentina u otro banco comercial aceptable por el Fondo, una exclusivamente para la donación y otra exclusivamente para el préstamo, en las cuales el FIDA depositará los recursos provenientes de los mismos.
8. La UCAR abrirá una cuenta bancaria operativa en pesos argentinos (ARS) y otra en euros (EUR) para recibir los fondos del Financiamiento, y cada UEP abrirá una cuenta operativa provincial en ARS para recibir fondos del Financiamiento.
9. El Prestatario/Receptor proporcionará financiación de contrapartida para el Programa por un monto equivalente aproximadamente a EUR 10,76 millones.

### **Sección C**

1. El Organismo Responsable del Programa será el Ministerio de Agroindustria del Prestatario/Receptor que ejecutará el Programa a través de la Unidad para el Cambio Rural (UCAR) o aquella que en el futuro la reemplace.
2. El Organismo Responsable del Programa por sí mismo o a través de las instancias que determine y en acuerdo con el Fondo, llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Programa.
3. Se designan Partes adicionales en el Programa a: los gobiernos Provinciales, organizaciones de productores (OP), y/u otras organizaciones que el Prestatario/Receptor y el FIDA consideren pertinente involucrar a fin de lograr los objetivos del Programa.
4. La Fecha de Terminación del Programa será el quinto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

## Sección D

El Fondo gestionará la contabilidad interna de la cuenta del préstamo y de la donación y los desembolsos del Financiamiento y supervisará directamente el Programa.

## Sección E

1. Se considera que son motivos adicionales a los previstos en las Condiciones Generales, para la suspensión del presente Convenio: i) que cualquiera de las disposiciones del Reglamento Operativo del Programa (ROP) haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación sin el acuerdo previo del FIDA y del Prestatario/Receptor, y éstas hayan determinado, previa consulta con el Prestatario/Receptor, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido, o es probable que tenga, consecuencias adversas sustanciales para el Programa; y/o ii) que se hayan tomado medidas que impidan la debida ejecución del Programa.

2. Adicionalmente a las condiciones generales previstas, se considera que son condiciones generales para el retiro de fondos:

- a) que el Prestatario/Receptor haya abierto las cuentas designadas y la UCAR las cuentas operativas respectivas;
- b) que el ROP haya sido aprobado por el FIDA;
- c) que el Responsable Técnico del Programa haya sido nombrado;
- d) que la UCAR confirme que se haya habilitado el sistema UEPEX para el Programa.

3. El Prestatario/Receptor designa al Ministro de Hacienda y Finanzas Públicas como su representante a los efectos de la Sección 15.03 de las Condiciones Generales.

4. Se indican a continuación los representantes designados:

Por el Prestatario/Receptor:

Ministro de Hacienda y Finanzas Públicas  
Ministerio de Hacienda y Finanzas Públicas  
Hipólito Yrigoyen 250  
C1086AAB Ciudad Autónoma de Buenos Aires  
República Argentina

Por el FIDA:

Presidente  
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola  
Via Paolo di Dono, 44  
00142 Roma, Italia



5. Se indican las direcciones que han de usarse para el intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio.

Por el FIDA:

Via Paolo di Dono, 44  
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario/Receptor:  
Ministerio de Hacienda y Finanzas Públicas  
Hipólito Yrigoyen 250  
C1086AAB Ciudad Autónoma de Buenos Aires  
República Argentina

El presente Convenio se ha preparado en idioma español en 2 (dos) copias originales, una de las cuales es para el FIDA y otra para el Prestatario/Receptor.

REPÚBLICA ARGENTINA

\_\_\_\_\_  
(Nombre y título del  
Representante autorizado)

Fecha: \_\_\_\_\_

FONDO INTERNACIONAL DE  
DESARROLLO AGRÍCOLA

\_\_\_\_\_  
Kanayo F. Nwanze  
Presidente

Fecha: \_\_\_\_\_

## **Anexo 1**

### Descripción del Programa y disposiciones de ejecución

#### **I. Descripción del Programa**

1. *Población-objetivo.* Se beneficiarán del Programa familias de agricultores y agricultoras familiares agrupados en organizaciones productivas, ubicadas en el área del Programa, dedicados o con posibilidad y voluntad de dedicarse a las cadenas productivas priorizadas. En el caso de los jóvenes que participarán en tecnicaturas y capacitaciones, deberán formar parte de las organizaciones beneficiarias. No podrán acceder al programa beneficiarios individuales, sino que deberán hacerlo a través de las organizaciones.

2. *Área del Programa.* Incluye a las diez provincias del Norte Grande de Argentina (Catamarca, Chaco, Corrientes, Formosa, Jujuy, La Rioja, Misiones, Salta, Santiago del Estero y Tucumán). Estas provincias poseen altos índices de pobreza rural y de poblaciones originarias, y además existe en ellas el potencial de contribuir a la construcción de instituciones que trabajan con el desarrollo rural. El Programa concentrará prioritariamente sus acciones en seis provincias, tres de las cuales pertenecen al NOA (Catamarca, Jujuy y Salta) y otras tres al NEA (Corrientes, Chaco y Misiones).

3. *Meta.* La meta del Programa es contribuir a mejorar la inserción de los pequeños productores y productoras en cadenas de valor en condiciones beneficiosas y sostenibles.

4. *Objetivos.* Los objetivos específicos son los siguientes: a) contribuir al desarrollo de cadenas de valor emergentes y dinámicas, con importante presencia relativa de productores familiares, reduciendo limitaciones de información, de mercados, de recursos humanos, y de servicios financieros y tecnologías apropiadas; b) promover el desarrollo de negocios conjuntos entre organizaciones de pequeños productores y empresas procesadoras y comerciales; c) fortalecer las capacidades de organizaciones de los productores familiares para realizar actividades de organización de la oferta de productos y logística; d) promover la participación de mujeres, jóvenes y comunidades originarias en las organizaciones y actividades apoyados por el Programa; e) reducir riesgos y mejorar la sustentabilidad de la producción primaria a través de un mayor y mejor acceso a la tierra por los pequeños productores participantes; f) incrementar las capacidades de producción e innovación de los productores familiares en las cadenas de valor priorizadas, aumentando en forma sostenible la productividad, calidad y volúmenes de producción; y g) mejorar el acceso a financiamiento por parte de los productores y sus organizaciones en las cadenas de valor priorizadas.

5. *Componentes.* Las acciones del Programa se organizarán en cuatro componentes: i) Desarrollo de Mercados Incluyentes; ii) Fortalecimiento de las Organizaciones; iii) Desarrollo Productivo; y iv) Gestión del Programa.

5.1. *Desarrollo de Mercados Incluyentes.* El componente fortalecerá el desarrollo de cadenas de valor dinámicas y emergentes con una fuerte presencia de productores familiares, y las empresas conjuntas entre las organizaciones de pequeños productores y actores del sector privado. Para dinamizar los mercados de productos, se apoyará la promoción comercial, la creación de marca y la certificación de origen, la promoción de compras públicas, y la creación de infraestructura productiva y de comercialización. En términos de desarrollo de recursos humanos, el Programa financiará becas para hijos e hijas de productores familiares, capacitación en gestión de negocios, alianzas comerciales y estratégicas, capacitación para el personal del gobierno y de las OP. Además, el Programa desarrollará tecnologías apropiadas para los pequeños productores, incluyendo la

investigación adaptativa, creación de un prototipo de equipo adecuado, la instalación de laboratorios, el desarrollo de los sistemas de semillas de quinua y otros cultivos andinos.

Para desarrollar los mercados de servicios financieros, el componente comprende un estudio sobre los mercados financieros rurales, talleres provinciales y recursos para garantías y avales en apoyo de las solicitudes de crédito por las OP dirigida a entidades financieras formales. Además, se prevé un estudio e iniciativa piloto de seguros rurales para pequeños productores.

En términos de diálogo sobre las políticas dirigidas a las cadenas de valor, el componente incluye estudios sobre las cadenas de valor priorizadas, y el apoyo a la creación y funcionamiento de clústeres como ámbitos de diálogo que faciliten la interacción de los participantes de la cadena de valor a nivel regional.

5.2. *Fortalecimiento de las Organizaciones.* Este componente prevé la generación de un mayor poder de negociación de las OP con las empresas comerciales en la venta de productos y en el desarrollo de tareas logísticas que incluyen almacenamiento de la producción, transporte y eventualmente procesamiento, empaque y conservación. Con el fin de mejorar el funcionamiento de las cadenas de valor, el Programa apoyará las organizaciones participantes:

- a) en una fase de pre-inversión, en la preparación de diagnósticos rápidos participativos, fortalecimiento institucional antes de la formulación de Planes de Negocio (PN) si es necesario, y de apoyo para la generación de alianzas comerciales, y
- b) en la fase de inversión, mediante la financiación de los elementos de los PN colectivos aprobados, incluyendo los activos físicos, la capacitación y la asistencia técnica, la facilitación de las autorizaciones y la certificación orgánica y de comercio justo. En el ámbito de los servicios financieros rurales, el Programa incrementará el acceso a capital de trabajo, a través de fondos de garantía para aprovechar los préstamos de las instituciones financieras y en la forma de fondos rotatorios para ofrecer crédito directamente y sin apalancamiento. Las actividades de planificación geográfica y regulación fundiaria, incluirán la elaboración participativa de mapas para permitir la comprensión de la situación de tenencia de la tierra y la elaboración de posibles estrategias legales para resolver los problemas y regularizar la tenencia de tierras. El ROP del Programa especificará que una parte significativa de los fondos transferidos para los PN será destinada a inversiones en activos y capital de trabajo comercial, de riesgo y seguros.

5.3. *Desarrollo Productivo.* El componente fortalecerá las capacidades productivas de los productores familiares en las cadenas priorizadas, aumentando en forma sostenible la productividad, calidad y volúmenes de producción, mediante la inversión en activos productivos a nivel de finca, asistencia técnica, capacitación y escuelas de campo para agricultores, que incluyen ensayos realizados por los grupos de productores y guiadas por técnicos.

5.4. *Gestión del Programa.* La gestión y administración del Programa será realizada por la Unidad para el Cambio Rural (UCAR) y las Unidades Ejecutoras Provinciales, incluyendo un fuerte sistema de planificación, seguimiento y evaluación (SyE) y de gestión del conocimiento. El componente incluirá esfuerzos para la creación de sistemas de gestión a nivel provincial, armonizados con el sistema de la UCAR. Las actividades de gestión de conocimientos incluirán estudios y otras actividades que sirvan para generar enseñanzas a partir de las experiencias concretas de inserción de los productores familiares en cadenas de valor específicas, sus resultados, y la

eficacia de los instrumentos aplicados por el Programa. También se incluirán intercambios con experiencias similares en otros países en la región.

6. *Estrategia operativa.* La estrategia operativa del Programa se basará en dos instrumentos principales: a) el desarrollo de clústeres en las cadenas de valor emergentes y dinámicas; y b) el PN para la canalización de las inversiones, asistencia técnica y capacitación para organizaciones y agricultores familiares.

Los clústeres serán ámbitos de diálogo y estarán conformados por representantes de los productores primarios, empresas e instituciones públicas y privadas que se encuentran en un área geográfica definida y que participan de un área de negocio específico.

El PN constituirá el instrumento de presentación de las inversiones y servicios técnicos necesarios para desarrollar la propuesta productiva y comercial respectiva, evaluar su posible impacto económico y financiero y servir de vinculación a las organizaciones con los mercados. Serán elaborados en forma participativa.

## **II. Disposiciones de ejecución**

Los actores claves en la ejecución del Programa son la UCAR, los gobiernos provinciales y las organizaciones de los beneficiarios.

1. *Organismo responsable del Programa.* El organismo responsable del Programa será el Ministerio de Agroindustria que implementará el mismo por medio de la UCAR o aquella que en el futuro la reemplace, siempre que se ajuste a lo estipulado en el presente Convenio.

2. *La Unidad para el Cambio Rural (UCAR).* La ejecución del Programa estará a cargo de la Unidad de Desarrollo Productivo dependiente del Área de Gestión de Programas y Proyectos (al interior de la UCAR). Dicha Área se apoyará en la capacidad instalada de la UCAR en diferentes temas: gestión administrativa, financiera y adquisiciones, programación y presupuesto, y seguimiento y evaluación, lo que implica consultas y coordinación con las diferentes Áreas respectivas.

La ejecución del Programa se realizará bajo dos modalidades: i) de ejecución provincial por medio de convenios de ejecución con los gobiernos provinciales en cuyos territorios se ejecutará, ii) y en forma directa por parte de la UCAR para las actividades del componente 1 y en casos de provincias en las que los gobiernos provinciales no estén interesados o en condiciones de asumir esas funciones, para las actividades de los componentes 2 y 3. La primera de las modalidades implicará la constitución de UEPs, las que funcionarán en la órbita de los organismos provinciales.

2.1 *Funciones de la UCAR.* Según la modalidad de ejecución que se adopte, la UCAR será responsable de llevar adelante los convenios de ejecución con los Gobiernos provinciales encargados de desarrollo rural y la agricultura familiar, donde se constituirá una Unidad de Ejecución Provincial (UEP). También podrá actuar en forma directa con la anuencia de la provincia respectiva y del FIDA, en actividades previstas para ser implementadas por medio de las UEPs.

El equipo de gerencia del Programa tendrá como rol principal a través de sus contactos con los demás actores institucionales, maximizar las fortalezas a nivel territorial que aseguren una adecuada implementación de las inversiones buscando privilegiar el diálogo de política y el logro de resultados específicos. Tendrá las funciones de programación y presupuesto, monitoreo y seguimiento, manejo financiero y adquisiciones. Corresponderá a la Gerencia del PROCANOR y particularmente a los coordinadores de área técnicas y geográficas respectivas, asegurar la eficacia y la eficiencia de las operaciones de implementación. La UCAR

coordinará la realización de los Estudios de Base e Impacto, tomando en cuenta los indicadores RIMS. La UCAR promoverá el área de Gestión de conocimientos, mediante la utilización de instrumentos especializados para extraer y compartir lecciones aprendidas en la ejecución del programa. La UCAR asumirá la responsabilidad central de la ejecución de las actividades del Programa, incluyendo el manejo de los recursos de la financiación y de la contrapartida nacional.

Para la ejecución central del Programa, se prevé un Responsable Técnico y un equipo especializado en estrecha vinculación operativa con las otras áreas de la UCAR.

3. *Funciones de las UEP.* Las UEP serán responsables de identificar a las OP participantes y de apoyarlas mediante la preparación participativa de Diagnósticos Rurales Participativos y PN y el acompañamiento de las OP en la ejecución de los mismos. Para ello, las UEPs brindarán asistencia técnica y capacitación a las OPs.

4. *Reglamento Operativo del Programa (ROP).* La UCAR ejecutará el Programa conforme al presente Convenio y al Reglamento Operativo el cual incluirá en detalle las modalidades y responsabilidades de ejecución; los arreglos de seguimiento y evaluación; los procedimientos de las adquisiciones y contrataciones; los sistemas de contabilidad, gestión y control financiero además de procedimientos y formatos para la ejecución del Programa por parte del Prestatario/Receptor. El ROP detallará los requerimientos fiduciarios y de manejo financiero que deberá incluir UCAR en sus convenios con los terceros. Asimismo, establecerá las modalidades de delegación de las responsabilidades en materia de manejo financiero.

5. El ROP contendrá reglamentos específicos relativos al funcionamiento de los fondos establecidos en el marco del Programa. El Reglamento establecerá los Comités necesarios para la ejecución del Programa y estipulará la composición de los mismos. Si fuera necesario, el ROP podrá ser modificado a propuesta del Organismo ejecutor y/o del FIDA. Las modificaciones serán efectivas con la no objeción de la otra parte.

### **III. Fondos de contrapartida**

1. La contrapartida del Prestatario/Receptor se aplicará al financiamiento del Programa como se estima a continuación: el Prestatario/Receptor aportará un monto total de EUR 10,76 millones, siendo sus aportes más importantes los siguientes: EUR 5,44 millones en la categoría de Capitalización de OP (donaciones), y aportará el 100% de los gastos operativos y los salarios del personal necesario para la correcta gestión y ejecución de las actividades para lo que asignará EUR 4,37 millones. El resto del aporte se destinará a co-financiar las categorías de Bienes, servicios e insumos para beneficiarios, Bienes, servicios e insumos para fortalecer a las unidades ejecutoras nacional y provinciales (UEs) y Asistencia técnica (consultorías).

**Anexo 2**

*Cuadro de asignaciones*

1. Asignación de los recursos del Financiamiento. En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la Donación y la asignación de los montos del Préstamo y Donación a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo (expresado en EUR)	Monto de la Donación (expresado en EUR)	Porcentaje de financiación
1. Capitalización de organizaciones de productores (donaciones)	15 560 000		100% excluyendo los impuestos
2a. Bienes, servicios e insumos para beneficiarios	2 940 000		100% excluyendo los impuestos
2b. Bienes, servicios e insumos para fortalecer a UEs nacionales y provinciales	370 000		100% excluyendo los impuestos
3. Asistencia técnica (consultorías)	1 750 000	310 000	100% excluyendo los impuestos
4. Capacitación	1 340 000		100% excluyendo los impuestos
5. Crédito y fondos de garantía	720 000		100% de gastos totales
<b>Total</b>	<b>22 680 000</b>	<b>310 000</b>	

2. Algunas definiciones. A los efectos del presente Anexo, los términos que se indican a continuación tendrán los siguientes significados:

Por "Capitalización de organizaciones de productores (donaciones)" se entienden los gastos elegibles para financiar los PN, incluyendo la capacitación y asistencia técnica para las OPs, los activos colectivos, el capital de trabajo comercial, de riesgo y seguros, inversiones en activos intraprediales y la asistencia técnica productiva.

Por "Bienes, servicios e insumos para beneficiarios" se entienden los gastos elegibles para financiar los bienes, servicios e insumos comprados por una unidad ejecutora como aporte técnico esencial en el componente 1, incluyendo la promoción comercial, la infraestructura productiva y de comercialización, la realización de prototipos y de laboratorios, la formación y funcionamiento de ámbitos de diálogo sobre cadenas de valor.

Por "Bienes, servicios e insumos para fortalecer a UEs nacionales y provinciales" se entienden los gastos elegibles para financiar equipos de computación y de oficina, y el diseño y la instalación del módulo del programa en el Sistema Integral e Integrado de Gestión para la Unidad de Coordinación Nacional del Programa, y vehículos, equipos de computación y de oficina para la Unidad de Coordinación Provincial del Programa.

Por "Asistencia técnica (consultorías)" se entienden los gastos elegibles para financiar la contratación de estudios y asistencia técnica para el desarrollo de negocios rurales en las cadenas de valor apoyadas, las actividades de preinversión de las actividades de las OPs, y la contratación de servicios para la evaluación, sistematización, promoción, comunicación y difusión del Programa.

Por "Capacitación" se entienden los gastos elegibles para financiar becas para el grupo objetivo y capacitación tanto para representantes de las OPs participantes como para el personal de las UEPs y la UCAR.

Por "Crédito y fondos de garantía" se entienden los gastos elegibles para financiar garantías en fondos de garantía y para depósitos de aval en instituciones financieras de segundo piso.

2. *Financiación retroactiva.* Podrán retirarse fondos de la cuenta del préstamo por un total no superior al equivalente de EUR 450 000 respecto a gastos asociados con las categorías de Bienes, servicios e insumos para fortalecer a UEs nacionales y provinciales y Asistencia técnica (consultorías), respecto a actividades iniciales de desarrollo de los clústeres en las cadenas priorizadas. Dichos gastos podrán ser incurridos antes de la fecha de entrada en vigor y a partir de la fecha de la negociación (5 de abril de 2016). Los procedimientos de adquisiciones y contrataciones que se presenten para tal efecto deberán contar con la revisión ex ante del FIDA en todos los casos.

3. *Gastos de puesta en marcha.* Podrán retirarse fondos de la cuenta del préstamo para gastos de puesta en marcha asociados con las categorías de Bienes, servicios e insumos para fortalecer a UEs nacionales y provinciales y Asistencia técnica (consultorías) por un total no superior al equivalente de EUR 270 000 incurridos antes de que se hayan cumplido las condiciones para el retiro de fondos.